



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Dépôts de bilan

Le cap des 68 500 faillites franchi en 2025

Le nombre de faillites en France atteint un sommet inédit avec 68 564 procédures recensées sur l'année 2025. Si la Banque de France note une décélération de la ...

• (Page 08)

Empreinte carbone

L'«agrihoo», quartier agro-urbain et modèle citoyen de l'avenir

Les villes et les zones urbaines abritent plus de la moitié de la population mondiale et sont responsables ...

• (Page 09)

Projet de Digitalisation

Le PDiMa veut connecter toutes les mairies au Togo

• (Page 03)



UMOA / Manquements réglementaires

• (Page 04)

La commission bancaire sanctionne trois banques



Identité légale

200 femmes retrouvent le chemin de la citoyenneté

L'accès à une identité légale demeure un enjeu central de l'inclusion sociale et économique. À travers un ...

• (Page 02)

Investissements

Le Togo prépare une stratégie de mobilisation de la diaspora

Du 4 au 6 février 2026, Kpalimé accueille un atelier stratégique consacré à la mobilisation et à l'engagement de la diaspora togolaise. ...

• (Pages 04)

Starlink au Sénégal

Une nouvelle ère pour l'accès au haut débit

Le Sénégal a officiellement accueilli début février 2026 le service d'internet par satellite Starlink. Cette arrivée marque un tournant dans la réduction de la fracture ...

• (Page 06)

Kozah/ CCUE

Remise de certificats élémentaires d'administration à la 1ère promotion

Une cérémonie de clôture du Cours des commandants d'unités élémentaires (CCUE), a eu lieu le vendredi 6 février à l'École de formation des officiers des forces armées ...

• (Page 11)

CANALBOX FIBREZ SANS FRAIS PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ 8866 www.canalbox.tg

Identité légale

200 femmes retrouvent le chemin de la citoyenneté

L'accès à une identité légale demeure un enjeu central de l'inclusion sociale et économique. À travers un accompagnement ciblé de 200 femmes en formation professionnelle, la Coopération allemande et ses partenaires œuvrent à lever les barrières administratives qui freinent encore l'exercice plein de la citoyenneté.



● Joël Yanclo

Sans acte de naissance, sans nationalité reconnue ou sans carte d'identité, des milliers de femmes restent en marge de la société. L'absence de documents d'état civil limite l'accès aux services sociaux de base, à la formation continue, à l'emploi formel et aux opportunités économiques. Elle constitue un obstacle structurel à l'autonomisation et à l'exercice des droits fondamentaux. Consciente de ces défis, la Coopération allemande, en collaboration avec des partenaires étatiques et de la société civile, a engagé une initiative concrète en faveur de l'accès effectif à la citoyenneté. Le programme accompagne 200 femmes bénéficiaires de formations professionnelles de courte durée (FCD), issues des régions Centrale, des Plateaux et du Grand Lomé, dans les démarches d'obtention et de régularisation de leur identité légale. Cette action est menée en synergie avec le ministère de l'Éducation nationale (MEN), le ministère des Solidarités, du Genre, de la Famille et de la Protection de l'Enfance (MSGFPE), ainsi

qu'avec la société civile, notamment le Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et Développement (GF2D). Ensemble, ces acteurs s'attaquent aux blocages administratifs qui maintiennent encore trop de femmes dans l'invisibilité juridique. L'initiative vise à faciliter l'établissement des pièces essentielles — actes de naissance, certificats de nationalité, cartes d'identité — en rapprochant les services administratifs des bénéficiaires et en assurant un accompagnement personnalisé. Pour ces femmes en parcours de formation, disposer d'une identité légale est une condition indispensable pour valoriser leurs compétences, accéder à un emploi décent et entreprendre en toute légalité.

L'identité légale, fondement du développement inclusif

Au-delà des cas individuels, l'accès à l'identité légale revêt une portée stratégique pour le développement. Il conditionne l'accès à l'éducation, à la santé, à la protection sociale, mais aussi à la participation citoyenne et à la vie économique. Pour

les femmes, souvent plus exposées aux vulnérabilités administratives, cet accès constitue un facteur clé de réduction des inégalités. En soutenant l'identification juridique de femmes engagées dans des formations professionnelles, le programme crée un cercle vertueux. Il permet de transformer l'investissement dans les compétences en opportunités réelles d'insertion socio-économique. Une femme identifiée peut signer un contrat de travail, créer une activité formelle, ouvrir un compte bancaire ou bénéficier de dispositifs publics d'appui. Cette démarche contribue à réduire les risques d'exclusion, de précarité durable et de transmission intergénérationnelle des vulnérabilités. L'identité légale devient ainsi un outil d'émancipation, mais aussi de cohésion sociale. L'implication conjointe de l'État, des partenaires techniques et financiers et de la société civile illustre une approche intégrée, où les réponses administratives s'articulent avec les enjeux sociaux et économiques. Elle témoigne d'une volonté partagée de placer la femme au cœur des politiques d'inclusion.

Priorité nationale et internationale

Au niveau national, les autorités multiplient les actions pour renforcer l'état civil, améliorer l'enregistrement des faits d'état civil et garantir l'accès universel à l'identité légale. Ces efforts répondent aussi aux engagements internationaux en faveur du développement inclusif et de l'égalité de genre. Pour la Coopération allemande et ses partenaires, l'identité légale est un préalable essentiel à la pleine citoyenneté. Elle conditionne la capacité des femmes à exercer leurs droits, à contribuer à la vie économique et à participer pleinement au développement de leur communauté.



AUX DÉCIDEURS ...

Acte de gouvernance locale

Au Togo, la transformation numérique n'est plus un slogan technocratique ni une promesse lointaine. Avec le Projet de Digitalisation des Mairies (PDiMa), actuellement en préparation, le pays semble franchir un cap décisif : faire du numérique un véritable outil de gouvernance locale, au service des territoires et des citoyens.

Connecter 136 bâtiments municipaux, soit l'ensemble des mairies du pays, n'est pas un détail technique. C'est un choix politique fort. Celui de considérer que la décentralisation ne peut réussir sans infrastructures modernes, sans circulation fluide de l'information et sans services publics capables de répondre efficacement aux attentes des populations. Financé par la KfW, le PDiMa s'inscrit dans cette logique : donner aux collectivités territoriales les moyens numériques de leurs responsabilités nouvelles.

Mais l'intérêt majeur du projet réside sans doute dans son approche globale. La digitalisation des mairies ne se fait pas en vase clos. En intégrant les écoles publiques, les centres de santé et l'écosystème de l'innovation, le PDiMa dessine une vision transversale du numérique comme levier de développement territorial. Relier près de 1 500 établissements scolaires et plus de 250 formations sanitaires, c'est reconnaître que l'éducation et la santé sont au cœur de toute transformation durable, et que le numérique peut en améliorer la gestion, l'accès et la qualité.

L'ambition dépasse la simple connectivité. Elle interroge la capacité de l'État à construire un environnement numérique inclusif, où les infrastructures s'accompagnent de compétences et d'usages. À cet égard, le volet formation et innovation du PDiMa est révélateur. Former 100 000 bénéficiaires via la Digital Academy, toucher 700 000 utilisateurs à travers un réseau de connaissances et accompagner l'incubation de 150 start-up, c'est parier sur l'intelligence collective et sur la jeunesse comme moteurs de la transformation. L'administration n'est plus seulement consommatrice de solutions numériques ; elle devient catalyseur d'innovation.

Reste que toute réforme ambitieuse porte en elle ses propres défis. La réussite du PDiMa dépendra de la qualité de sa mise en œuvre, de la maintenance des infrastructures, mais surtout de l'appropriation réelle des outils par les agents publics et les citoyens. La fracture numérique ne se réduit pas uniquement par des câbles et des serveurs. Elle se combat aussi par l'accompagnement, la pédagogie et l'adaptation des services aux réalités locales.

Les signaux actuels – appels d'offres lancés, recrutements stratégiques engagés – indiquent toutefois que le projet quitte progressivement le terrain des intentions pour entrer dans celui de l'action. C'est là que l'éditorialiste observe avec attention : le temps des discours est révolu, celui de la preuve commence.

En définitive, le Projet de Digitalisation des Mairies pourrait devenir l'un des chantiers les plus structurants de la réforme de l'État togolais. En connectant les collectivités, les services sociaux essentiels et l'écosystème de l'innovation, le Togo pose les bases d'une administration locale plus efficace, plus transparente et plus proche des citoyens. À condition, bien sûr, que le numérique reste un moyen au service du développement humain, et non une fin en soi. Si cet équilibre est tenu, alors la digitalisation ne sera plus seulement un progrès technologique, mais un véritable acte de gouvernance.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOCRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Projet de Digitalisation

Le PDiMa veut connecter toutes les mairies au Togo

Au Togo, il se prépare actuellement un projet d'envergure pour connecter l'ensemble de ses mairies et renforcer la digitalisation des services publics locaux. Financé par la KfW, le Projet de Digitalisation des Mairies ambitionne aussi d'étendre la connectivité aux écoles, centres de santé et à l'écosystème de l'innovation.

• Joël Yanclo

La transformation numérique de l'administration togolaise entre dans une nouvelle phase avec le Projet de Digitalisation des Mairies (PDiMa). Encore en phase préparatoire, ce programme stratégique vise à connecter 136 bâtiments municipaux, soit 100 % des mairies du pays, marquant ainsi une étape décisive dans la modernisation de la gouvernance locale. Financé par la KfW Development Bank, le PDiMa s'inscrit dans le Programme d'Accélération du Numérique au Togo, porté par le gouvernement. L'objectif central est de doter les collectivités territoriales d'infrastructures numériques performantes afin d'améliorer la gestion administrative, la qualité des services rendus aux citoyens et la transparence de l'action publique locale. En connectant toutes les mairies, le projet entend réduire les disparités territoriales en matière d'accès au numérique et renforcer l'efficacité de la décentralisation, pilier de la réforme institutionnelle engagée ces dernières années. Mais le PDiMa ne se limite pas aux seules administrations municipales. Son périmètre est volontairement élargi à d'autres secteurs sociaux essentiels. Ainsi, le projet prévoit la connexion de 1 488 établissements scolaires



publics, représentant environ 22 % des écoles publiques du pays et touchant près de 760 000 élèves. De même, 253 centres de santé, soit 30 % des formations sanitaires publiques, seront connectés, contribuant à améliorer la gestion des données sanitaires, la coordination des services et, à terme, la qualité des soins.

Connectivité, compétences et innovation

Au-delà des infrastructures, le PDiMa mise fortement sur

le développement des compétences numériques et l'innovation. Le volet formation prévoit environ 100 000 bénéficiaires des programmes de la Digital Academy, tandis que 700 000 utilisateurs sont attendus sur le réseau de connaissances qui sera déployé. Ces chiffres traduisent la volonté des autorités de faire du numérique un levier d'inclusion et de montée en compétences, aussi bien pour les agents publics que pour les citoyens. Le projet ambitionne également d'accompagner l'incubation de 150 start-up au sein d'un centre d'innovation technologique. Cette orientation illustre une approche intégrée du développement numérique, où l'administration modernisée devient à la fois utilisatrice et catalyseur de solutions innovantes. Les infrastructures

connectées joueront ainsi un rôle de points d'ancrage pour étendre la connectivité haut débit aux ménages et aux entreprises situés à proximité, favorisant l'émergence de nouveaux usages et d'activités économiques locales. Sur le plan opérationnel, plusieurs signaux montrent que le projet entre progressivement dans sa phase active. Un appel d'offres a été lancé par le ministère de l'Efficacité du service public et de la Transformation numérique pour la conception et l'installation de réseaux de communications électroniques, incluant la fourniture d'Indefeasible Rights of Use (IRU), garantissant un droit d'utilisation durable des infrastructures déployées. Par ailleurs, des recrutements clés ont été engagés, notamment pour un Responsable de la Passation

des Marchés et un Responsable Administratif et Financier. Ces postes sont essentiels à l'opérationnalisation de l'Unité de Gestion du Projet, appelée à superviser l'exécution des activités sur une période de deux ans.

La digitalisation, pilier de la réforme de l'État

Ces dernières années, le gouvernement a multiplié les initiatives pour améliorer

l'efficacité administrative, renforcer la transparence et rapprocher l'administration des citoyens. La décentralisation, relancée avec l'installation des conseils municipaux, nécessite des outils modernes pour être pleinement opérationnelle et répondre aux attentes des populations. En ciblant simultanément les mairies, les écoles, les centres de santé et l'écosystème de l'innovation, le projet traduit une vision transversale du numérique comme levier de développement territorial. À terme, l'ambition affichée est de renforcer l'efficacité des services publics locaux, de faciliter l'accès des citoyens à des démarches administratives plus rapides et plus fiables, et de créer un environnement favorable à l'innovation et à l'entrepreneuriat. Si les défis liés à la mise en œuvre, à la maintenance des infrastructures et à l'appropriation des outils numériques demeurent, le Projet de Digitalisation des Mairies apparaît déjà comme l'un des chantiers les plus structurants de la transformation numérique au Togo. En connectant les collectivités et les services sociaux essentiels, le pays pose les bases d'une administration locale plus moderne, plus inclusive et résolument tournée vers l'avenir.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Sanctions disciplinaires et pécuniaires prononcées par le Collège de Supervision de la Commission Bancaire de l'UMOA, lors de sa 151^e session, tenue les 16 et 17 décembre 2025

Sanctions disciplinaire et pécuniaire à l'encontre d'une banque implantée en Côte d'Ivoire

Lors de sa session tenue les 16 et 17 décembre 2025, la Commission Bancaire de l'UMOA, après avoir entendu les dirigeants concernés, a prononcé un blâme à l'encontre d'une banque installée en Côte d'Ivoire. Cette sanction disciplinaire est motivée par des manquements et des infractions aux textes légaux et réglementaires applicables aux établissements de crédit. En particulier, des faiblesses ont été relevées sur le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive au cours de la vérification effectuée auprès de cette banque.

En sus de la sanction disciplinaire susvisée, l'établissement de crédit a écopé d'une **sanction pécuniaire d'un montant de cent cinquante-et-un millions (151 000 000) de FCFA**, au regard des infractions susmentionnées relevant de la troisième catégorie conformément aux dispositions de l'Instruction n° 006-05-2018 du 16 mai 2018 fixant les modalités d'application des sanctions pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire de l'UMOA à l'encontre des établissements de crédit de l'UMOA.

Sanctions disciplinaire et pécuniaire à l'encontre d'une banque implantée au Niger

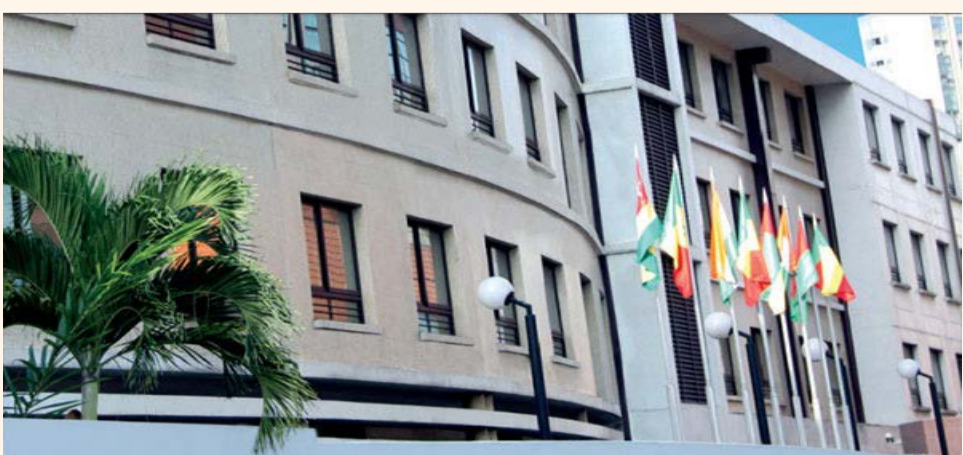
Lors de sa session tenue les 16 et 17 décembre 2025, la Commission Bancaire de l'UMOA, après avoir entendu les dirigeants concernés, a prononcé un blâme à l'encontre d'une banque installée au Niger. Cette sanction disciplinaire est motivée par des manquements et des infractions aux textes légaux et réglementaires applicables aux établissements de crédit. En particulier, des faiblesses ont été relevées au niveau de la gouvernance, de la gestion des risques et du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive.

En sus de la sanction disciplinaire susvisée, la banque a écopé d'une **sanction pécuniaire d'un montant de trois cents millions (300 000 000) de FCFA**, au regard des infractions susmentionnées qui relèvent des deuxième et troisième catégories conformément aux dispositions de l'Instruction n° 006-05-2018 du 16 mai 2018 fixant les modalités d'application des sanctions pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire de l'UMOA à l'encontre des établissements de crédit de l'UMOA.

Sanctions disciplinaire et pécuniaire à l'encontre d'une banque implantée au Togo

Lors de sa session tenue les 16 et 17 décembre 2025, la Commission Bancaire de l'UMOA, après avoir entendu les dirigeants concernés, a prononcé un blâme à l'encontre d'une banque installée au Togo. Cette sanction disciplinaire est motivée par des manquements et des infractions aux textes légaux et réglementaires applicables aux établissements de crédit. En particulier, des faiblesses ont été relevées au niveau de la gouvernance, de la gestion des risques et du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

En sus de la sanction disciplinaire susvisée, la banque a écopé d'une **sanction pécuniaire d'un montant de trois cents millions (300 000 000) de FCFA**, au regard des infractions susmentionnées qui relèvent des deuxième et troisième catégories conformément aux dispositions de l'Instruction n° 006-05-2018 du 16 mai 2018 fixant les modalités d'application des sanctions pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire de l'UMOA à l'encontre des établissements de crédit de l'UMOA.



Investissements

Le Togo prépare une stratégie de mobilisation de la diaspora

Du 4 au 6 février 2026, Kpalimé accueille un atelier stratégique consacré à la mobilisation et à l'engagement de la diaspora togolaise. Une étape clé vers l'élaboration d'une stratégie nationale visant à faire de la diaspora un levier structurant du développement et de la résilience économique du Togo.

● Junior Aredola

Kpalimé abrite, du 4 au 6 février 2026, un atelier d'élaboration des orientations stratégiques pour l'engagement et la mobilisation de la diaspora togolaise. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du projet « Rationaliser l'engagement de la diaspora pour catalyser les investissements privés et l'entrepreneuriat pour une résilience renforcée (SDE4R) », soutenu par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la Banque africaine de développement (BAD). Organisé par le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération, de l'Intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, en collaboration avec le bureau de l'OIM au Togo, l'atelier réunit des représentants des ministères sectoriels, des agences publiques ainsi que des organisations de la société civile. Pendant trois jours, les participants sont appelés à travailler collectivement à la définition de lignes directrices claires et opérationnelles pour renforcer la contribution de la diaspora au développement national. La rencontre fait suite à la validation, le 22 janvier 2026 à Lomé, du rapport diagnostic portant sur l'évaluation des dispositifs existants d'engagement de la diaspora togolaise. Ce diagnostic a permis d'identifier les acquis, les insuffisances et les opportunités en matière de mobilisation des compétences, des investissements et de l'expertise de la diaspora.



Grand acteur de développement

Au-delà de l'exercice technique, l'atelier de Kpalimé traduit une ambition politique affirmée : structurer de manière durable l'engagement de la diaspora togolaise dans les dynamiques de développement économique et social. En transformant les conclusions du diagnostic en orientations stratégiques, les autorités togolaises entendent doter le pays d'un cadre cohérent et inclusif, capable de fédérer les initiatives dispersées jusque-là. La diaspora togolaise représente un potentiel considérable, tant en termes de ressources financières que de compétences, de réseaux et d'innovation. En intégrant davantage dans les politiques publiques, notamment dans les domaines de l'investissement privé, de l'entrepreneuriat et du transfert de compétences, le gouvernement ambitionne de renforcer la résilience économique du pays face

aux chocs externes. L'approche privilégiée se veut participative et interinstitutionnelle, associant l'État, les partenaires techniques et financiers ainsi que la société civile.

Processus engagé depuis 2025

L'atelier de Kpalimé a lieu dans le cadre du processus amorcé depuis 2025, marqué par une volonté croissante de mieux valoriser le rôle de la diaspora dans les priorités nationales de développement. Le projet SDE4R constitue l'un des cadres de référence de cette dynamique, en mettant l'accent sur la rationalisation des mécanismes d'engagement et sur la création de passerelles entre la diaspora et les opportunités économiques locales. À terme, la stratégie nationale de mobilisation et d'engagement de la diaspora togolaise devra permettre de renforcer un engagement structuré, coordonné et durable des Togolais de l'extérieur.

Wezou

L'accès aux soins maternels en nette amélioration

Au Togo, le recours aux soins maternels progresse dans les régions des Savanes, de la Kara et de la Centrale grâce au programme Wezou. C'est ce qui ressort de la mission de supervision conduite en janvier dernier par le ministre en charge de la santé et de l'hygiène publique, Jean-Marie Tessi.

Concrètement, « le bilan de la mission se révèle très encourageant », a indiqué le ministre, soulignant une amélioration notable du recours aux formations sanitaires pendant la grossesse et une diminution significative des accouchements à domicile. La tournée effectuée dans dix-huit formations sanitaires, à raison de six par région, a permis d'évaluer la mise en œuvre du programme sur le terrain. Outre ces visites, des réunions de restitution régionales ont été organisées pour renforcer la maîtrise des procédures de facturation et de transmission des données. Pour le gouver-

nement, qui fait de la protection de la mère et de l'enfant une priorité, l'ambition est de maintenir la dynamique actuelle. Lancé en 2021, le programme Wezou prend en charge une partie des frais de soins pour toutes les femmes enceintes, sans exception. La prise en charge commence

dans les centres de santé publics et les structures accréditées de premier niveau (unités de soins périphériques (USP) et hôpitaux de préfecture (CHP)). À fin septembre 2024, le programme touchait 633.426 bénéficiaires, pour un total de plus de 3,2 millions de prestations fournies.

(Togo Officiel)



TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



» Couverture médiatique



» Insertion publicitaire



» Publi-reportage ...

Accédez à notre **Site Web** et tenez vous
informer en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo, le journal des décideurs* ...

Starlink au Sénégal

Une nouvelle ère pour l'accès au haut débit

Le Sénégal a officiellement accueilli début février 2026 le service d'internet par satellite Starlink. Cette arrivée marque un tournant dans la réduction de la fracture numérique, en offrant un accès au haut débit sur l'ensemble du territoire, y compris dans les zones rurales longtemps privées de connectivité fiable.

● Nicole Esso

Le lancement commercial de Starlink au Sénégal a été confirmé par SpaceX à travers une publication de son PDG, Elon Musk, sur le réseau social X. Désormais opérationnel sur l'ensemble du territoire, le service repose sur une constellation de satellites en orbite basse, capable de fournir une connexion internet à haut débit avec une faible latence, indépendamment des infrastructures terrestres classiques. Cette technologie représente une avancée majeure pour un pays où l'accès à l'internet de qualité reste inégalement réparti. Les zones urbaines bénéficient déjà de réseaux relativement performants, mais de vastes régions rurales et enclavées demeurent mal desservies. Starlink entend précisément combler ce déficit en proposant une couverture nationale continue, sans nécessiter de lourds investissements en câbles ou en antennes terrestres. Sur le plan commercial, les offres destinées aux particuliers au Sénégal se déclinent en abonnements mensuels compris entre environ



22 000 et 30 000 francs CFA, selon le plan choisi. À cela s'ajoute l'acquisition d'un kit Starlink – antenne satellite et équipements associés – dont le coût varie entre 117 000 et 146 000 francs CFA. En contrepartie, les utilisateurs peuvent bénéficier de débits pouvant atteindre jusqu'à 305 Mb/s en téléchargement et 40 Mb/s en envoi, des performances élevées au regard des standards nationaux.

Une opportunité pour l'inclusion numérique et l'économie

L'arrivée de Starlink au Sénégal soulève des enjeux stratégiques importants. En premier lieu, elle offre une réponse concrète à la fracture numérique, en permettant aux populations rurales, aux écoles isolées, aux centres de santé et aux petites entreprises d'accéder à une connexion fiable. Cette inclusion numé-

rique est un levier essentiel pour l'éducation à distance, la télémédecine, l'e-administration et le développement de l'entrepreneuriat local. Sur le plan économique, Starlink introduit une nouvelle forme de concurrence sur le marché de l'internet. Dans les zones urbaines, ses performances techniques le placent en rival potentiel de certains services terrestres, ce qui pourrait encourager une amélioration globale de la qualité et une plus grande innovation. Dans les zones isolées, il se positionne surtout comme une solution alternative là où les opérateurs traditionnels peinent à rentabiliser leurs investissements. Toutefois, la question de l'accessibilité financière demeure centrale. Si les débits proposés sont attractifs, le coût initial de l'équipement et le niveau des abonnements peuvent constituer un frein pour une partie de la population. L'impact réel de Starlink dépendra donc aussi de sa capacité à s'intégrer dans les politiques publiques de connectivité, notamment à travers des usages communautaires, institutionnels ou subventionnés.

Commerce

L'Afrique du Sud et la Chine renforcent leur partenariat économique

L'Afrique du Sud est le premier partenaire commercial de la Chine en Afrique, avec des échanges bilatéraux qui ont atteint 4,5 milliards USD en 2024.

Le ministre sud-africain du Commerce, Parks Tau, et son homologue chinois, Wang Wentao, ont signé un accord de partenariat économique en marge des travaux de la Commission mixte sur le commerce et l'économie (JETC), tenus cette semaine. Ce cadre de coopération vise à accorder aux exportations de la nation arc-en-ciel un accès en franchise de droits au marché du géant asiatique, tout en encourageant les flux d'investissements chinois vers l'Afrique du Sud. Les échanges ont porté sur le renforcement du partenariat économique bilatéral, l'optimisation des échanges commerciaux et la promotion d'exportations sud-africaines à plus forte valeur ajoutée. Les discussions ont également concerné des secteurs stratégiques tels que l'industrialisation, les infrastructures, le commerce agricole, les énergies renouvelables et la coopération technologique. Cette initiative sur-



vient alors que l'Afrique du Sud est confrontée à un différend tarifaire majeur avec les États-Unis, son deuxième partenaire commercial, marqué par l'application de droits de douane de 30 %. Dans ce contexte, les autorités accentuent leur réorientation vers les marchés asiatiques afin d'obtenir des conditions commerciales plus avantageuses pour des secteurs clés comme les mines, l'agriculture et l'industrie de transformation. Au cours des dernières années, les échanges commerciaux entre Pretoria et Pékin ont affiché une progression

continue, Pékin s'imposant comme un débouché majeur pour les minerais, les produits agricoles et les biens manufacturés sud-africains. En parallèle, Pretoria importe de Chine une large gamme de machines, d'équipements électroniques et de biens de consommation. Selon les données de l'International Trade Center (ITC), les échanges entre les deux pays ont atteint 4,5 milliards USD en 2024, un volume appelé à croître à la faveur de ce nouvel accord.

Avec Agence Ecofin

Mali

Un datacenter Tier III renforce la souveraineté numérique de l'État

Le Mali a franchi une étape stratégique dans sa transformation digitale avec l'inauguration, le 31 janvier 2026 à Bamako, d'un datacenter de niveau Tier III. Cette infrastructure de pointe vise à sécuriser les données publiques et à affirmer la souveraineté numérique du pays dans un contexte régional en pleine mutation.

● Vivien Atakpabem

Inauguré en marge de la 3^e édition de la Semaine du Numérique malien, le nouveau datacenter Tier III marque un tournant majeur dans la modernisation des infrastructures numériques du Mali. La cérémonie s'est tenue en présence des ministres en charge du numérique du Burkina Faso et du Niger, soulignant la dimension régionale et stratégique de l'événement dans le cadre de la Confédération des États du Sahel (AES). Conforme aux standards internationaux les plus exigeants, ce datacenter offre un niveau élevé de disponibilité, de sécurité et de continuité de service. La certification Tier III garantit une disponibilité de près de 99,98 %, avec des systèmes entièrement redondants permettant la maintenance des équipements sans interruption des services. Une caractéristique essentielle pour des plateformes critiques appelées à fonctionner en permanence. Destinée principalement à l'hébergement des données publiques, l'infrastructure accueillera les bases de données gouvernementales, les plateformes d'administration électronique ainsi que les services numériques essentiels de l'État. Elle constitue ainsi un socle technique indispensable au déploiement des politiques d'e-gouvernement, à la digitalisation des services publics et à l'amélioration de la relation entre l'administration et les citoyens. Au-delà de la performance technologique, ce datacenter



s'inscrit dans une logique de sécurisation accrue des informations sensibles. Dans un environnement mondial marqué par la multiplication des cybermenaces, la maîtrise de l'hébergement et de la gestion des données devient un enjeu central de gouvernance et de sécurité nationale.

Souveraineté numérique

La mise en service de ce datacenter Tier III répond à une ambition clairement affichée par les autorités maliennes : réduire la dépendance vis-à-vis des infrastructures étrangères et des solutions cloud extraterritoriales. Jusqu'à présent, une part importante des données publiques était hébergée hors du territoire national, exposant l'État à des risques juridiques, techniques et géopolitiques. En localisant ces services au Mali, le gouvernement renforce son contrôle sur les données stratégiques et améliore la performance des services numériques, notamment en réduisant les latences et en assurant une meilleure disponibilité. Cette approche s'inscrit dans une tendance mondiale où de nombreux

États cherchent à reprendre la main sur leurs actifs numériques, considérés désormais comme des leviers de puissance et de souveraineté. Le projet revêt également une dimension économique et institutionnelle. Un datacenter de ce niveau peut servir de catalyseur pour l'écosystème numérique local : développement des compétences, émergence de services numériques nationaux, attractivité accrue pour les investisseurs technologiques et création d'emplois qualifiés. Il ouvre aussi la voie à une meilleure interconnexion régionale, notamment entre les pays membres de l'AES, qui partagent des défis communs en matière de sécurité et de transformation digitale. Toutefois, la réussite de cette infrastructure dépendra de sa gouvernance, de sa maintenance et de la capacité des administrations à en exploiter pleinement le potentiel. La formation des ressources humaines, la cybersécurité et l'intégration progressive des services publics seront déterminantes pour transformer cet investissement en véritable levier de développement.

Afrique

Les perspectives des banques restent globalement positives pour 2026

S&P souligne que la qualité des actifs des banques africaines devrait se stabiliser ou s'améliorer modérément, grâce notamment à l'amélioration de la capacité des ménages à rembourser leurs dettes, dans un contexte de baisse de l'inflation et des taux.

Les perspectives des banques africaines restent globalement positives pour l'année 2026, grâce à des conditions économiques et financières favorables à la croissance des prêts et à l'amélioration de la qualité des actifs dans la plupart des pays du continent, estime l'agence de notation S&P Global Ratings dans un rapport publié le lundi 2 février. Intitulée « Africa Banking Outlook 2026 :



favorable conditions support loan growth and asset quality », cette analyse table sur une amélioration de la croissance économique dans la majorité des cinq pays où opèrent les 22 banques notées par l'agence. Une croissance robuste est ainsi atten-

due en Égypte, au Maroc et au Nigeria, tandis qu'une légère reprise est prévue en Afrique du Sud, sous l'effet d'une bonne dynamique des réformes économiques, de l'augmentation des investissements dans les infrastructures et de la hausse de la consommation. En revanche, l'absence de réformes économiques substantielles assombrit les perspectives de l'économie tunisienne.

Avec Agence Ecofin

vendredi 6 février 2026

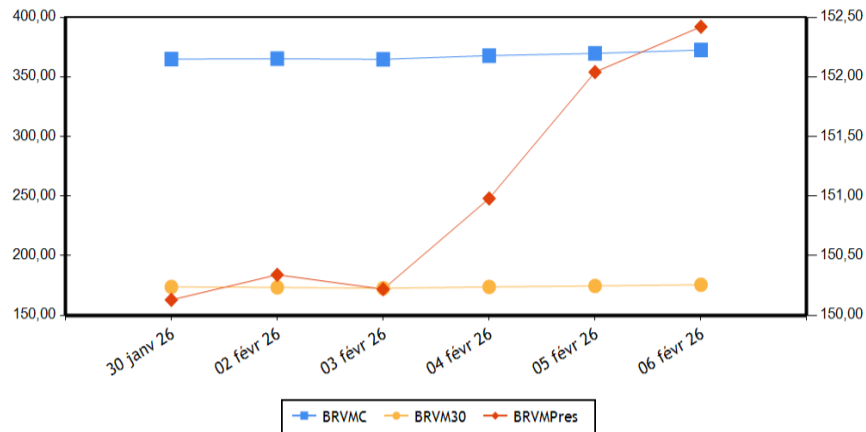
N° 26

BRVM COMPOSITE	372,49
Variation Jour	0,77 % ↑
Variation annuelle	7,73 % ↑

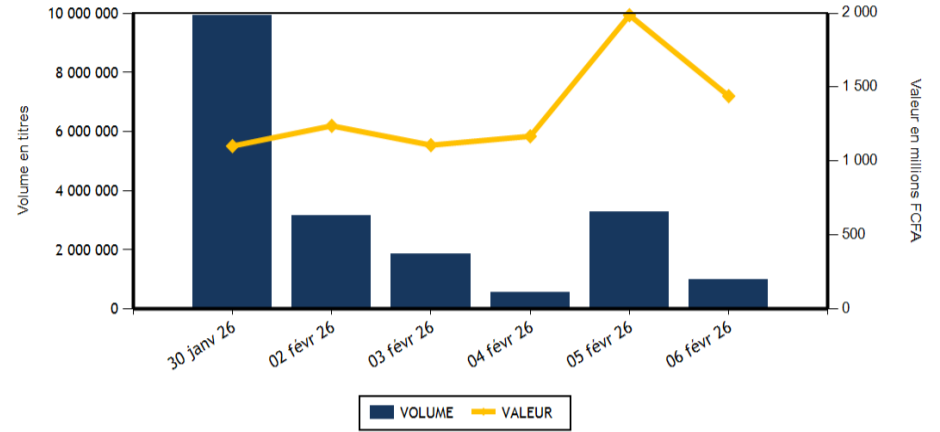
BRVM 30	175,68
Variation Jour	0,58 % ↑
Variation annuelle	5,68 % ↑

BRVM PRESTIGE	152,42
Variation Jour	0,25 % ↑
Variation annuelle	5,66 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	14 361 572 437 408	0,77 %
Volume échangé (Actions & Droits)	961 850	-69,63 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 063 703 529	44,75 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	29	-12,12 %
Nombre de titres en baisse	12	50,00 %
Nombre de titres inchangés	6	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 513 960 788 664	-0,05 %
Volume échangé	44 605	-64,36 %
Valeur transigée (FCFA)	375 441 850	-70,00 %
Nombre de titres transigés	9	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	3	50,00 %
Nombre de titres inchangés	5	-44,44 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	58 265	7,50 %	70,24 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 310	7,44 %	46,20 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 900	7,34 %	35,71 %
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	2 205	7,30 %	215,00 %
SETAO CI (STAC)	1 480	7,25 %	11,70 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	1 235	-7,49 %	2,92 %
SODE CI (SDCC)	5 950	-6,89 %	2,59 %
SOGB CI (SOGC)	7 940	-4,34 %	0,51 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 615	-2,61 %	8,96 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	4 650	-1,90 %	24,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	152,42	0,25 %	5,66 %	39 190	353 734 750	11,82
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	243,23	1,38 %	11,75 %	922 660	709 968 779	15,06

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	143,44	0,78 %	7,74 %	961 850	1 063 703 529	12,78

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	99,04	0,74 %	4,36 %	13 371	94 543 430	10,19
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	188,51	3,82 %	8,95 %	32 277	65 724 165	67,09
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	157,05	-0,20 %	7,67 %	805 997	496 452 759	10,45
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	243,54	2,38 %	12,71 %	22 478	174 681 955	10,60
BRVM - INDUSTRIELS	6	181,20	5,77 %	36,93 %	53 660	114 963 220	20,54
BRVM - ENERGIE	4	122,79	0,77 %	10,71 %	10 228	25 175 060	15,24
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	117,29	-0,84 %	10,76 %	23 839	92 162 940	14,55

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	12,78
Taux de rendement moyen du marché	7,03
Taux de rentabilité moyen du marché	9,32
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	182
Volume moyen annuel par séance	1 668 718,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 466 082 333,19

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	9,84
Ratio moyen de satisfaction	3,93
Ratio moyen de tendance	39,99
Ratio moyen de couverture	250,09
Taux de rotation moyen du marché	0,09
Prime de risque du marché	2,08
Nombre de SGI participantes	35

Dépôts de bilan

Le cap des 68 500 faillites franchi en 2025

Le nombre de faillites en France atteint un sommet inédit avec 68 564 procédures recensées sur l'année 2025. Si la Banque de France note une décélération de la hausse, la fragilité persistante des grandes structures et des ETI inquiète les observateurs.

Selon les dernières données publiées ce vendredi 6 février par la Banque de France, 68 564 entreprises ont mis la clé sous la porte au cours de l'année 2025. Ce volume marque une progression de 3,5 % sur un an. Ce nouveau record, bien que symbolique, confirme la persistance des tensions sur la trésorerie et la solvabilité des acteurs économiques après plusieurs exercices de résilience. L'évolution mensuelle suggère toutefois un palier. Entre la fin novembre et la fin décembre, le stock de défaillances est resté quasiment stationnaire, passant de 68 414 à 68 564 unités. Cette relative stabilité de fin d'année apporte un bémol à la tendance de fond, illustrant une capacité d'absorption des chocs qui, sans s'améliorer radicalement, semble cesser de se détériorer brutalement.

Les ETI et les grandes entreprises sous pression

L'analyse détaillée par segment révèle une vulnérabilité accrue au sommet de la pyramide économique. Les entreprises de taille intermédiaire (ETI), comptant entre 250 et 4 999 salariés, ainsi que les grandes entreprises, voient leurs indicateurs de défaillance virer au rouge. Le nombre de procédures concernant ces structures est monté à 63 en décembre, contre 58 le mois précédent. Ce glissement, bien que numériquement faible, impacte significativement l'emploi et les chaînes de sous-traitance locales. Le panorama sectoriel affiche des disparités marquées. Le secteur tertiaire et les activités liées à la mo-



bilité subissent de plein fouet les ajustements conjoncturels. Les services aux entreprises, les transports ainsi que l'hébergement-restauration enregistrent une hausse des défaillances par rapport aux relevés de novembre. À l'inverse, les autres compartiments de l'économie parviennent à stabiliser leur situation, évitant ainsi une contagion généralisée à l'ensemble de l'appareil productif.

Une décélération de la croissance des faillites

Malgré ce niveau record, la dynamique de dégradation ralentit. La Banque de France observe que le rythme de progression annuelle des défaillances poursuit son mouvement de décélération. Alors que la hausse atteignait 4,6 % à la fin du mois de novembre, elle reflue à 3,5 % en décembre. Ce relâchement de la pression indique que le pic de croissance des dépôts de bilan pourrait être derrière nous, même si le volume global demeure historiquement élevé. Cette lecture doit être mise en perspective avec la vitalité démographique du monde des affaires. L'institution monétaire rappelle que la population totale des entreprises en France conti-

nue de s'étoffer. Parallèlement à la sortie du marché des acteurs les plus fragiles, l'entrepreneuriat conserve une dynamique robuste.

Dynamisme des créations d'entreprises selon l'Insee

L'année 2025 n'est pas uniquement celle des fermetures. Selon les chiffres de l'Insee, l'économie française a généré plus de 1,16 million de nouvelles entreprises sur la période. Ce volume de créations est en hausse de 4,9 % par rapport à l'exercice 2024. Cette croissance de la natalité entrepreneuriale compense numériquement les sorties de route, maintenant un solde positif dans la population globale des entreprises actives sur le territoire. Cette dualité entre records de faillites et boom des créations dessine une économie en pleine mutation. Les secteurs traditionnels, comme les transports ou la restauration, affrontent des restructurations lourdes pendant que de nouveaux acteurs émergent. La capacité du marché à absorber ce 1,16 million de nouveaux entrants constituera l'un des enjeux majeurs de la stabilité économique pour l'année 2026.

(Avec AFP)

Surtaxes

Trump lève les droits de douane sur les produits indiens liés au pétrole russe

Donald Trump a décidé vendredi de lever les surtaxes douanières de 25 % qu'il avait imposées sur les produits indiens, liées aux achats de pétrole russe par New Delhi, après l'accord commercial conclu dans la semaine entre les deux pays.

Trump lève les surtaxes douanières de 25 % sur les produits indiens liés aux achats de pétrole russe par New Delhi. « L'Inde s'est engagée à cesser d'importer directement ou indirectement du pétrole » de Russie, selon un décret signé par le président américain. Le gouvernement indien a également déclaré qu'il achèterait des produits énergétiques américains « et s'est récemment engagé dans



un accord-cadre avec les États-Unis visant à renforcer la coopération en matière de défense au cours des dix prochaines années », est-il précisé dans le décret. Les

droits de douane supplémentaires ont pris fin dans la nuit de vendredi à samedi à 0 h 01 à Washington (6 h 01 heure française).

(Avec AFP)

Inflation à moins de 2 % en zone euro

Le tour de vis monétaire s'éloigne

La baisse de l'inflation en zone euro est en partie tirée par le recul des prix de l'énergie. Mais ceux de l'alimentation et des services augmentent.

Objectif atteint pour la Banque centrale européenne. L'inflation a ralenti en janvier dans la zone euro, s'affichant à 1,7 % sur un an, selon la première estimation mensuelle publiée mercredi par Eurostat. Ce chiffre est conforme aux attentes des économistes sondés par Factset et Bloomberg. Avec une telle tendance, l'inflation est donc redescendue en dessous de la cible de la Banque centrale européenne (BCE), fixée à 2 % sur un an, ce qui éloigne la perspective d'un tour de vis monétaire. Au mois de décembre, le taux d'inflation dans les pays partageant la monnaie unique s'élevait à 2 %, selon un chiffre révisé par Eurostat.

Les prix de l'énergie en baisse

Le ralentissement observé le mois dernier s'explique par un recul des prix de l'énergie, qui s'est accentué à -4,1 % le mois dernier, contre -1,9 % en décembre, a précisé l'institut européen de statistiques dans un communiqué. Ce recul compense en partie la hausse des prix constatée pour les services (+ 3,2 %) et la catégorie alimentation, alcool et tabac (+ 2,7 %). Pour alimentation, alcool et



tabac, l'inflation s'affiche au plus haut depuis quatre mois, a relevé auprès de l'AFP Jack Allen-Reynolds, analyste chez Capital Economics. Mais le tassement dans les services (+ 3,2 % contre + 3,4 % en décembre) devrait se poursuivre et contribuer à garder sous contrôle l'inflation, selon cet expert. « Une série d'indicateurs avancés laisse présager une nouvelle baisse de l'inflation dans le secteur des services au cours des prochains mois », commente l'analyste. « La croissance des salaires devrait également ralentir cette année », ajoute-t-il, prédisant un taux global d'inflation tombant sous les 1,5 % au second semestre.

En France, l'inflation la plus basse de la zone euro

En France, la tendance est aussi à la baisse. Selon une

estimation provisoire de l'Insee publiée ce mardi, les prix à la consommation y ont augmenté de seulement 0,3 % au mois de janvier sur un an. Du jamais vu depuis l'année 2020. C'est un net ralentissement après une inflation à 0,8 % au mois de décembre. L'Insee l'explique ce chiffre par une baisse « prononcée des prix des produits manufacturés », notamment dans l'habillement et les chaussures, mais aussi une baisse des prix de l'énergie, ainsi qu'un ralentissement de l'inflation sur les services. Des facteurs de baisse assez proches de ceux de la zone euro. Ces dernières statistiques font donc de la France le pays où l'inflation est la plus faible de l'espace monétaire européen. En comparaison, en janvier celle de l'Allemagne était à 2,1 % et celle de l'Espagne était à 3 %.

(Avec AFP)

États-Unis

Départ immédiat du directeur général du Washington Post

Après le licenciement brutal de 300 journalistes, Will Lewis annonce que son temps est révolu.

Le « Washington Post » a annoncé samedi le départ immédiat de son directeur général et directeur de la publication Will Lewis, quelques jours après un vaste plan de suppressions d'emplois dans ce pilier du journalisme américain détenu par Jeff Bezos. L'annonce d'un plan de suppression d'environ 300 journalistes sur 800 mercredi a créé un choc, dans un contexte de rapprochement du propriétaire du journal et fondateur d'Amazon Jeff Bezos avec Donald Trump, un président qui attaque la presse traditionnelle depuis son retour au pouvoir. Dans un courriel adressé au personnel et révélé sur les réseaux sociaux par l'un des journalistes du quotidien, Will Lewis déclare qu'« après deux années de transformation du Washington Post, c'est le bon moment pour lui de « se retirer ». Il est remplacé immédiatement par Jeff D'Onofrio, directeur financier du « Washington Post » depuis l'année dernière, a



annoncé le journal. Le Britannique Will Lewis, avait été nommé avec la mission de redresser la barre du quotidien historique. Le « Washington Post », qui a à son actif la révélation du scandale du Watergate et de multiples prix Pulitzer, est en crise depuis plusieurs années. Durant le premier mandat de Donald Trump, le journal s'était plutôt bien porté grâce à sa couverture jugée sans concession. Mais quand le milliardaire républicain avait quitté la Maison-Blanche, l'intérêt des lecteurs s'était émoussé et les résultats ont commencé à dégringoler.

Le journal perd de l'argent depuis plusieurs années, selon la presse. Il avait subi une hémorragie d'abonnés lorsque sa direction a refusé de prendre parti avant la présidentielle de 2024, remportée par Donald Trump.

Des coupes drastiques

« Sous ma direction, des décisions difficiles ont été prises, pour assurer un avenir durable au « Post », pour qu'il puisse pendant de nombreuses années à venir publier des informations de haute qualité non partisans à des millions de clients chaque jour », a indiqué Will Lewis. Une grande partie des correspondants à l'étranger, dont l'intégralité de ceux couvrant le Moyen-Orient ainsi que ceux en Russie et en Ukraine, ont été licenciés. Les services des sports, des livres, du podcast, des pages locales ou de l'infographie sont aussi particulièrement touchés, voire presque intégralement supprimés.

(afp)

Empreinte carbone

L'« agrihood », quartier agro-urbain et modèle citoyen de l'avenir

Les villes et les zones urbaines abritent plus de la moitié de la population mondiale et sont responsables d'environ 70 % des émissions de gaz à effet de serre qui alimentent la crise climatique. C'est pourquoi, au Brésil, des urbanistes mènent une véritable révolution du design urbain, qui pourrait ouvrir la voie à des zones bâties avec une empreinte carbone considérablement réduite.

Dire que la croissance traditionnelle des villes n'a pas été une expérience positive pour la planète relève presque de l'euphémisme. L'urbanisation mal pensée — voire pas du tout encadrée — a engendré toute une série de maux : inondations, îlots de chaleur (lorsque les zones urbaines deviennent bien plus chaudes que les zones rurales) ou encore pénuries d'eau. Parallèlement, les espaces urbains se sont progressivement détachés de la nature et de la production alimentaire. L'éloignement croissant entre citadins et campagnes contribue à la déforestation, aux émissions de gaz à effet de serre et à l'érosion de notre lien avec la nature. Mais Marcia Mikai et ses collègues pensent avoir trouvé une réponse à l'étalement urbain non durable qu'ils dénomment agrihood, ou quartier agro-urbain. Son entreprise, Pentagrama



Projetos em Sustentabilidade e Regeneração, repense la manière dont les villes se développent, afin que leur croissance puisse réellement favoriser la restauration des écosystèmes, renforcer la résilience climatique et créer des communautés en meilleure santé. Les urbanistes, designers et architectes de Pentagrama mettent leurs idées en pratique dans plusieurs villes brésiliennes, notamment à São Paulo, dont la région métropolitaine de 22 millions d'habitants en expansion grignote terres agricoles et forêts, effaçant les frontières entre zones urbaines et rurales.

Vert et rentable

« J'étudie les modèles financiers des systèmes agroforestiers depuis des décennies », explique Marcia Mikai. « Une chose que j'ai découverte dans mes recherches, c'est que l'agrihood, le quartier agro-urbain développé autour d'une production agricole, peut être très rentable ». « Beaucoup de gens s'inquiètent de la sécurité alimentaire ; ils veulent vivre dans un endroit offrant des espaces communs de qualité et un véritable sentiment de communauté. Lorsque je montre des images de ce à quoi ces quartiers pourraient ressembler, ils

sont enchantés ». Le modèle de Mme Mikai vise à stopper l'expansion incontrôlée des villes en redonnant vie à des terres dégradées — souvent abandonnées après avoir été utilisées pour des pratiques non durables, comme le pâturage intensif du bétail.

Travailler avec la nature

Ces nouvelles zones fonctionnent en harmonie avec la nature, au point de presque devenir une extension de l'environnement naturel. Des plantes et arbres autochtones et comestibles sont replantés, contribuant à rafraîchir les villes et à réduire les risques d'inondation en ralentissant le ruissellement — tout en rechargeant les nappes phréatiques. Des espèces menacées, chassées des villes, y trouvent refuge ; les espaces verts partagés reconnectent les habitants à leur alimentation et à leur communauté ; et cet environnement riche en biodiversité absorbe activement

le carbone de l'atmosphère, transformant la croissance urbaine en action climatique. « Les agrihoods ont tant d'avantages », affirme Mme Mikai. « Ils économisent l'eau, protègent la biodiversité et permettent aux gens de consommer une nourriture produite localement. Nous les voyons comme des lieux où jeunes et personnes âgées, riches et ménages à faibles revenus vivent ensemble et s'intègrent ». « Peut-être suis-je romantique, mais je pense que cela peut devenir notre réalité ».

Ne pas enfermer la nature derrière des clôtures

Au-delà des réformes politiques préconisées dans le rapport, M. Mulder estime que notre façon de penser la nature doit également évoluer. « On parle souvent de la nature comme d'environnements vierges, tels que des parcs nationaux clôturés. Mais nous devons davantage réfléchir à la manière

d'intégrer la nature dans notre quotidien, d'adapter nos villes pour qu'elles puissent faire face aux phénomènes météorologiques extrêmes, afin que, lorsqu'il pleut abondamment, nos rues et nos maisons ne soient pas inondées ». Cet état d'esprit, ajoute-t-il, ne doit pas seulement concerner les dirigeants des secteurs de l'immobilier, du tourisme ou de l'industrie, mais aussi l'ensemble de la population. « En cette période d'incertitude géopolitique, les gens ont une vision relativement pessimiste du monde, mais ils doivent pouvoir imaginer une alternative positive. Par exemple, à quoi ressemblerait New York si elle intégrait davantage de solutions fondées sur la nature ? » « Plus de verdure, moins de chaleur, moins de climatisation... pour une ville plus vivable et une économie plus prospère ».

HOROSCOPE finance

Bélier Vous aurez un objectif majeur : accroître vos revenus. Grâce au soutien de Mercure, vous pourrez effectuer d'excellents placements à long terme. Les opérations boursières seront très favorisées

Taureau Attention, votre chemin sera semé d'embûches ! Des risques, encore des risques dans le domaine financier. Vous serez tenté de prendre un malin plaisir à vous lancer dans les entreprises les plus audacieuses. Seulement, vous pourriez vous en mordre les doigts très rapidement. Le temps sera à la prudence et non pas à l'audace. Alors, réfléchissez bien avant de sauter.

Gémeaux La prudence en matière d'argent n'a jamais été votre qualité dominante, et ce n'est pas cette fois que cela va commencer ! Heureusement, vous vous garderez de prendre des risques excessifs, ou bien de vous lancer dans des opérations mal préparées ou par trop hasardeuses. Si bien que vous serez en mesure de faire fructifier vos ressources et d'améliorer votre pouvoir d'achat. D'autant plus que vous aurez un flair extraordinaire pour dénicher les bonnes affaires.

Cancer L'environnement astral vous apportera une certaine aisance matérielle. Cela vous permettra notamment de vous dégager de certaines dettes ou de faire certaines dépenses urgentes. Les opérations financières auront une grande chance de réussir malgré peut-être quelques déceptions dans vos démarches initiales.

Lion Neptune et Uranus vous vaudront une bonne dose de chance sur le plan pécuniaire. Votre sens de l'organisation et votre lucidité vous aideront à bien gérer votre budget, et à faire les bons choix si vous avez des décisions financières à prendre. Si vous envisagez un achat important, le Ciel vous sera favorable : ce sera le moment de signer.

Vierge Les questions concernant le maintien, l'accroissement ou la défense de votre patrimoine formeront votre préoccupation majeure aujourd'hui. Vous feriez bien de dresser le bilan de ce que vous avez acquis et de ce qui vous reste à acquérir. Comme la planète Uranus renforcera vos instincts de propriétaire, vous serez très inspiré dans la gestion de vos biens immeubles, vos capitaux, votre épargne.

Balance Avec cette phase de Lune, on peut s'attendre à des changements rapides et à beaucoup de mouvement dans votre situation financière. Un comportement calme sera nécessaire pour éviter la confusion ou les pertes. Mais cette configuration, d'un autre côté, sera favorable aux décisions concernant les investissements et aux achats de matériel domestique.

Scorpion Essayez de vous occuper sérieusement de la gestion de vos finances et de prendre des mesures énergiques. En d'autres termes, tâchez de vous limiter strictement aux dépenses indispensables, étant donné que souvent "c'est pour le superflu que l'on sue" (Sénèque). Sans quoi il y aura de la catastrophe dans l'air.

Sagittaire Quelques petites inquiétudes, peut-être, sont à prévoir sur le front financier. Vous ne pourrez pas compter sur le soutien de la chance, mais n'aurez pas non plus à vous méfier de possibles retournements de situation. Gérez sagement votre budget, et vous n'aurez aucun souci.

Capricorne La présente configuration astrale n'aura pas d'effet sur vos finances si vous gérez correctement votre budget. Mais, dans le cas contraire, vous risquez de voir votre situation momentanément ébranlée par les conséquences d'erreurs passées. Si c'est le cas, vous n'aurez pas trente-six solutions : cette fois, il faudra régler correctement, et si possible

Verseau Vous aurez aujourd'hui une bonne surprise concernant vos gains ou vos revenus. Vous pourrez aussi faire une très bonne affaire, au feeling, en vous fiant autant à votre expérience en la matière qu'à votre flair.

Poisson Dans le domaine matériel, votre goût du risque sera exacerbé. Seulement, vous feriez bien de vous méfier et de ne pas jouer toutes vos économies sur un coup de dés. Evitez également de vous lancer dans des opérations financières trop audacieuses.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

IMPACT 2030



Plan stratégique
2025-2030
de la Commission
de l'UEMOA

Kozah/ CCUE

Remise de certificats élémentaires d'administration à la première promotion

Une cérémonie de clôture du Cours des commandants d'unités élémentaires (CCUE), a eu lieu le vendredi 6 février à l'École de formation des officiers des forces armées togolaises (EFOFAT) de Pya. Elle a été marquée par la remise de certificats élémentaires d'administration à la première promotion.

Initiée par les Forces armées togolaises (FAT), cette formation première édition du genre, est une formation stratégique dédiée au renforcement des capacités opérationnelles des jeunes officiers. Elle a duré sept mois. Cette formation marque une étape majeure dans la professionnalisation des forces armées togolaises face aux nouveaux enjeux sécuritaires. La cérémonie de clôture officielle a été présidée par le colonel commandant de la deuxième région militaire, Gnassingbé Malibada, représentant le général de brigade, chef d'état-major général des FAT. Elle s'est déroulée en présence de plusieurs officiers supérieurs des FAT, des chefs corps, des responsables de formation, des officiers et sous-officiers, ainsi que des militaires de rang et des autorités civiles et invités. Donnant le ton aux activités de cette cérémonie, le colonel Agba Napo Djorré, commandant de l'EFOFAT, a rappelé que le CCUE répond à une nécessité impérieuse, celle de disposer à la tête des unités élémentaires, de chefs tactiques capables de décider et d'agir efficacement dans des contextes sécuritaires complexes, notamment face aux menaces asymétriques. Il a insisté sur le fait que l'amateurisme n'a plus sa place et que seule une for-



mation rigoureuse garantit la sécurité des populations. Le lieutenant-colonel Nabede Sanda, directeur de stage du CCUE, a souligné qu'au total 31 officiers stagiaires, issus des armées de terre, de l'air, de la mer et du service de santé des armées dont un personnel féminin, ont suivi cette formation exigeante. Il a indiqué qu'à l'issue des évaluations finales, 30 officiers ont été déclarés admis et un ajourné/ Le capitaine Yakanou Yao Apollinaire arrivé major de la promotion avec une brillante moyenne, suivi de Abina Essohouna et de Kamina Dimiline respectivement deuxième et troisième. Le directeur de stage du CCUE a exprimé sa gratitude à la hiérarchie militaire pour les moyens mobilisés et salué la parfaite collaboration avec l'EFOFAT, avant d'exhorter les stagiaires à incarner un commandement responsable, humain et exemplaire au service de la nation. Au nom de ses pairs

stagiaires, le capitaine Lawama Lawa, président de la promotion a témoigné la reconnaissance des officiers formés à l'équipe d'encadrement et à la hiérarchie militaire pour la qualité de la formation reçue. Il a affirmé que les compétences acquises seront mises au service des unités à travers l'écoute des subordonnés, le renforcement de l'esprit de corps et le sens élevé du devoir. Le colonel Gnassingbé Malibada, représentant du chef d'état-major général des FAT, a rappelé que cette formation répond à la politique sécuritaire du Président du Conseil, chef suprême des armées, dont la vision est de promouvoir des solutions endogènes adaptées aux défis sécuritaires actuels. Il a invité les nouveaux commandants d'unités à faire preuve de rigueur, de loyauté, de proximité avec leurs hommes. La cérémonie a pris fin par la remise des diplômes de fin de formation.

Avec ATOP/AE/TAL/SED

Revue annuelle des activités 2025

Le district sanitaire de kpele dresse son bilan

Le district sanitaire de Kpélé a dressé le bilan annuel de ses activités exercice 2025 les 3 et 4 février à Adéta.

Les travaux de cette rencontre ont permis aux participants de dresser le bilan annuel et d'évaluer la performance des structures sanitaires du district à travers les résultats de l'année 2025. Ceux-ci fait ressortir les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du district. Ils ont défini les perspectives et proposé des approches de solutions pour améliorer le système sanitaire et les prestations dans le district. Les participants ont également planifié les actions de l'année en cours, sur les bases des problèmes prioritaires identifiés. Il ressort des différents rapports que les contraintes et difficultés sont liées à l'accès difficile à certaines localités aux habitations dispersées et au départ de certains agents de santé communautaire pendant les périodes de funérailles et de fêtes. Le district a, au cours de l'exercice 2025, relevé des points forts tels que la programmation et l'exécution des stratégies avancées dans toutes les formations sanitaires, avec l'appui des comités de gestion, et l'organisation des réunions mensuelles de monitoring. On note également la journée porte ouverte en consultation prénatale dans les formations sanitaires, la création de 3 nouvelles unités de soins périphériques et la mise en œuvre de l'assurance qualité des soins. Pour



les perspectives, le district envisage appuyer toutes les formations sanitaires en stratégie avancée et mobile, de suivre les données de stratégie avancée des centres de santé par village. Il s'agit aussi de faire des supervisions formatives pour maintenir le niveau d'atteinte des résultats, de revoir les conditions salariales du personnel émergent sur le budget de comité de gestion. Il prévoit aussi de sécuriser l'intégrité du personnel et des biens des formations sanitaires, de créer un service de chirurgie au CHP d'Adéta, ainsi qu'une unité de banque de sang. Le préfet de Kpélé, Mme Bléwoussi Ablavi Metsokewo a indiqué que l'engagement pour la santé doit être pour chacun une question de responsabilité et d'humanité. La représentante du pouvoir central a demandé à tous les acteurs concernés d'appliquer à la lettre toutes les réformes du gouvernement sur le plan sanitaire avec un personnel de qualité, animé d'une conscience professionnelle digne et en adéquation avec les principes qui

régissent le métier de santé. « L'exercice de la mission de santé est à la fois exigeant et exaltant. Exigeant, car, au-delà de connaissances et de compétences, elle requiert de chacun d'entre vous rigueur, disponibilité et adaptation », a-t-elle souligné. Le directeur préfectoral de la santé de Kpélé, Dr Amblasso Messavi a fait savoir que beaucoup d'actions ont été réalisées dans le district, notamment la construction de trois formations sanitaires, la dotation d'appareils de radiographie et d'électro cardiographe, ainsi que l'informatisation des services de la caisse et de la pharmacie du centre hospitalier préfectoral. Il a exprimé sa reconnaissance au Président du Conseil pour les efforts qu'il consent pour les soins de qualité et inclusive. Cette revue annuelle a regroupé les responsables des formations sanitaires publiques et privées, des ONG intervenant dans le domaine de la santé, de l'équipe cadre et de différents programmes, ainsi que les membres des comités de gestion.

Avec ATOP/SKD/AR/KYA

Ligue 1

L'AS Monaco retombe dans la crise !

Après son élimination en Coupe de France, l'AS Monaco s'est loupé sur la pelouse de Nice (0-0). Sébastien Pocognoli espère retrouver une meilleure énergie avant un calendrier compliqué.

On pensait revoir l'AS Monaco revigorée après son large succès contre le Stade Rennais le 31 janvier dernier (4-0). Mais depuis, les hommes de Sébastien Pocognoli sont retombés dans leur mauvaise passe. En Coupe de France, les Asémities ont été éliminés sur la pelouse de Strasbourg et laissaient ainsi passer leur meilleure occasion d'accrocher une place européenne. Ce dimanche après-midi,



un court déplacement à Nice devait motiver le groupe, mais l'ASM est tombée dans le piège niçois. En grande difficulté devant le but,

l'OGC Nice n'a cadré que deux tirs, dont la meilleure était la transversale trouvée par Balogun (3e). Ce qui a clairement déçu Sébastien Pocognoli après la rencontre : « le sentiment est frustrant. Offensivement, ce n'était pas assez. On n'a pas eu la justesse. Quand on joue au football, on crée des occasions. Quand on respecte les positions, on s'en crée. Mais quand on est stressé ou que les vieux démons reviennent,

on perd le fil du match, on balance des longs ballons », a-t-il réagi sur Ligue 1+.

Pocognoli évoque des "vieux démons"

Avant d'être rejoint par Denis Zakaria : « c'est un peu une déception. On était venus ici pour prendre les trois points. Je pense qu'on n'en a pas fait assez en première période ». Au niveau comptable, Monaco reste

9e, à trois points des places européennes. Et l'entraîneur monégasque a confirmé que la pression était toujours présente. « On a une pression due aux résultats, mais c'est le football. Les joueurs se sont battus, c'est comme ça depuis 5 matchs », a-t-il expliqué, bien qu'il se soit réjoui de la qualité défensive de son équipe, qui a réussi quatre clean sheets sur les cinq derniers matchs. Mais pour la suite, il faudra plus avant un

calendrier compliqué composé d'un déplacement à Lens, en Ligue 1, entre le barrage de Ligue des Champions contre le PSG, avant la réception de Nantes. « Je n'ai pas hérité d'une équipe bâtie avec mes idées les plus profondes. Qu'on joue à 4 ou 5 derrière, il faut que toutes les positions soient remplies et par moment, il y a des manquements », a ajouté Pocognoli.

Avec footmercato.net

Le Togo en chiffres

4 DEVELOPPEMENT ET INEGALITES		
PIB/habitant (PPI, 2023)	1 001 USD	1 690 USD
Classification ICI (FNUO, 2022)	163/199	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	70%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	57%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'insécurité alimentaire (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

4 INFRASTRUCTURES		
Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classification Africa Infrastructure Development Index (AIFI, 2021-2023)	43/54	-
dont Transport Index	26/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	69%
Part de la population utilisatrice d'Internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,8

4 SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE		
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,06	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

Classements d'indicateurs de gouvernance		
Transparency International 2023	126/180	-
Mo Ibrahim 2023	22/54	-
Reporters sans frontières 2024	113/180	-

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 et 100 (plus d'écart entre le plus déshérité et le plus riche dans une distribution tendant au profit d'un pourcentage de la population d'autant plus faible).
 ** Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 et 100 (plus d'écart entre le plus déshérité et le plus riche dans une distribution tendant au profit d'un pourcentage de la population d'autant plus faible).
 * L'indice de la performance logistique mesure le coût des opérations qui soutiennent le commerce physique des marchandises à l'échelle de la zone économique globale. Le score est de 0 à 5 (performance faible) et 5 à 10 (performance élevée).

Le Togo est le 11^{ème} meilleur de sa région (Afrique de l'ouest) et le 11^{ème} meilleur de son pays (Cote d'Ivoire) selon le rapport EIU Logistics Performance Index 2023. Le Togo est le 11^{ème} meilleur de sa région (Afrique de l'ouest) et le 11^{ème} meilleur de son pays (Cote d'Ivoire) selon le rapport EIU Logistics Performance Index 2023.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

LE RENDEZ-VOUS ANNUEL DES ACTEURS
DU MARCHÉ FINANCIER RÉGIONAL



7^{ème} édition

**BRVM
AWARDS
2026**

LADILI
CONSULTING

FINANCE D'OBVATE



CMJN

CMJN